



Fonds Monétaire International - FMI
Centre Régional d'Assistance Technique

Renforcer les capacités macroéconomiques et financières en Afrique de l'Ouest



Tél: +(225) 20.20.89.87

Fax: +(225) 20.20.89.60

site Internet : www.afritaouest.org



AFRITAC de l'Ouest

La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest

Parution Numéro 16 – Septembre 2017

Sommaire

| | |
|---|----|
| Vue d 'ensemble..... | 1 |
| Activités par domaine..... | 2 |
| Actions de formation..... | 6 |
| Nouvelles du personnel..... | 10 |
| Comptes rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du centre à fin Aout 2017..... | 11 |
| Activités à venir..... | 12 |

Vue d 'ensemble

Au cours du trimestre (juillet-septembre 2017) couvert par cette seizième parution de la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest, le Centre a organisé deux stages d'immersion et deux séminaires régionaux. Il a aussi continué à apporter son appui aux pays dans le cadre des missions d'assistance technique (AT). Les stages d'immersion ont été organisés dans le domaine des statistiques du secteur réel et de l'administration douanière, alors que les séminaires étaient organisés dans le domaine de l'analyse et prévisions macroéconomiques, ainsi que les statistiques du secteur réel. La période sous revue a aussi été marquée par l'arrivée de trois nouveaux conseillers résidents à l'AFRITAC de l'Ouest.



Banque européenne d'investissement
 La banque de l'UE



Activités par domaine

Administration douanière

Togo – Suivi et évaluation des recommandations de la mission d’août 2016

L’appui fourni par le Centre a permis de constater que le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) a déployé des efforts pour renforcer les contrôles de la zone franche et ceux des exonérations et des admissions temporaires. Le dispositif de contrôle des déclarations enregistrées dans la zone franche permet, de façon globale, une correcte appréhension des opérations de dédouanement. Pour autant, des mesures s’imposent pour une plus grande maîtrise des procédures de contrôle parmi lesquelles l’automatisation des opérations de gestion ou encore une analyse et une gestion du risque correctement appliquée pour orienter positivement la sélectivité des contrôles.

Administration fiscale

Côte d’Ivoire – Renforcement des capacités de la Direction des Enquêtes, du Renseignement et de l’Analyse Risque (DERAR)

La première phase de l’assistance technique fournie a consisté à évaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations formulées en mars dernier par le Centre en matière d’analyse risque et de programmation. Quelques progrès ont été enregistrés : la nouvelle direction a consolidé son organisation interne et a fait réaliser un audit des capacités opérationnelles de son data center, conformément aux recommandations d’AFRITAC. Elle a également adopté une première cartographie des risques d’indiscipline fiscale. Cependant, cette direction ne deviendra opérationnelle qu’en janvier 2018, avec la mise en œuvre du prochain programme de contrôle fiscal. D’ici là, les ressources des sous-directions du pilotage et de l’analyse risque devront être renforcées et l’intégration des données, tout comme leur restitution, devront être automatisées pour que la modernisation entreprise puisse se traduire par des résultats concrets. En attendant, l’assistance technique du Centre a proposé différents outils pour favoriser l’étalement et le reporting des travaux, ainsi que pour dégager de nouvelles synergies entre les différents acteurs du contrôle fiscal.

Guinée – Renforcement des fonctions fiscales clés de la Direction nationale des impôts

L’AFRITAC de l’Ouest a apporté un appui technique à la Direction nationale des impôts (DNI) en matière de gestion des fichiers, suivi des déclarations, recherche et gestion des arriérés. Cet appui a contribué à l’identification de 355 et 222 contribuables fidélisés qui constituent le cœur des fichiers du service des grandes entreprises (SGE) et du service des moyennes entreprises (SME). Par ailleurs, le travail de régularisation des déclarations manquantes des défaillants intermittents (260 au SGE et 201 au SME) a été entamé. Les préparatifs des travaux de sécurisation des arriérés ont été conclus et la méthodologie d’analyse risque exposée aux Receveurs, leur permettant ainsi de sélectionner 21 créances recouvrables au SGE et 11 au SME à apurer avant la fin 2017. Une action de collaboration a enfin été engagée avec l’Union européenne (UE) sur les projets en cours de mise en œuvre à la DNI.

Niger – Renforcement des fonctions fiscales clés de la Direction générale des impôts

La mission a contribué au renforcement des capacités des responsables de la Direction générale des impôts (DGI) en matière de gestion des contribuables, élargissement de l’assiette et apurement des arriérés. Grâce à cette assistance

technique (AT), le sous fichier des contribuables fidélisés a ainsi été constitué et des actions préparées pour faciliter aux défaillants intermittents la régularisation des déclarations manquantes. Une méthodologie de clarification du statut des contribuables inactifs a été vulgarisée, à côté des règles de désactivation d'un numéro d'identifiant fiscale. Les premiers renseignements à fort enjeu à exploiter par les services de recherche pour élargir l'assiette fiscale ont été sélectionnés. En matière de gestion des arriérés, les techniques d'analyse-risque des créances prioritaires ont été expérimentées afin de faciliter les travaux en cours sur l'assainissement des restes à recouvrer. Une concertation pour une meilleure coordination de l'AT à la DGI a été menée avec les responsables du service de coopération de l'Ambassade de France à Niamey.

Gestion des finances publiques

Guinée – Appui à la mise en œuvre des réformes comptables- Revue de l'organisation comptable

La mission d'assistance technique s'est attachée à réaliser l'état des lieux de l'organisation actuelle du réseau comptable de l'Etat, et à redéfinir de nouveaux principes d'organisation. La revue opérée par la mission a abouti à un projet d'arrêté portant organisation du réseau comptable de l'Etat, et à un projet de manuel de procédures comptables pour le type de poste comptable « Recette centrale du Trésor » (RCT), chargé du recouvrement des recettes non fiscales.

Sénégal – Autorisation d'engagement et Crédits de paiement (AE/CP)

Cette assistance technique qui s'est déroulée en deux phases a permis d'une part d'organiser un atelier technique de renforcement des capacités sur deux jours ayant regroupé 70 participants venant de l'ensemble des ministères avec la présentation de six modules de formation et de sensibilisation à l'outil des AE et CP. D'autre part, des travaux pratiques de structuration, in situ, des dépenses d'investissements publics en AE et CP de cinq ministères-pilotes désignés par les autorités ont été menés. Il s'agit des ministères de l'économie, des finances et du plan, de l'éducation nationale, de l'environnement et du développement durable, de la justice et de la santé et de l'action sociale.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

Mauritanie – Renforcement des règles relatives aux opérations sur le marché primaire

L'assistance technique (AT) a porté sur le renforcement des dispositions relatives aux opérations sur le marché primaire de titres publics. Elle a permis de corriger les faiblesses et incohérences dans les dispositions actuelles et d'incorporer des dispositions relatives aux meilleures pratiques dans le but de conforter le développement du marché et éviter des modifications fréquentes des textes. Pour autant, des changements dans les pratiques d'émission s'imposent pour insuffler véritablement un nouveau dynamisme au marché des titres publics, parmi lesquelles le comportement du Trésor lors des opérations sur le marché primaire et une gestion active de la liquidité par la Banque centrale.

Bénin – Formation à l’élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme

La mission a revu les principales étapes d’élaboration de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT) et a renforcé les connaissances des participants sur l’utilisation de l’outil analytique de la SDMT. Elle a permis aux participants de mieux appréhender la démarche d’évaluation des différentes stratégies de financement et de résolution des contradictions qui peuvent apparaître au niveau de certains indicateurs de coût et de risque. Au terme de la formation, quatre cadres sont désormais capables de manipuler l’outil analytique, bien que le niveau de familiarité avec l’outil varie d’un cadre à un autre. Par ailleurs, sur la base des discussions tenues lors de l’atelier, les participants ont commencé la préparation de la SDMT pour la période 2018-2022.

Sénégal – Formation à l’élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme

La mission a revu les principales étapes d’élaboration de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT) et a renforcé les connaissances des participants sur l’utilisation de l’outil analytique de la SDMT et sur l’analyse des coûts et risques des stratégies alternatives de financement.

Togo – Renforcement du cadre organisationnel de la gestion de la dette

La mission d’assistance technique visait à dresser un diagnostic des faiblesses du cadre organisationnel actuel et à proposer un schéma de réorganisation fonctionnelle pour mettre le Togo en situation de relever les défis liés à une gestion prudente et proactive de la dette publique. Une proposition de réorganisation fonctionnelle des services impliqués dans les opérations de gestion de la dette accompagnée d’un chronogramme a été faite aux autorités.

Agence UMOA-Titres – Élargissement de la base des investisseurs du marché des titres publics de l’UMOA

La mission d’AT avait pour objectifs d’assister l’Agence UMOA Titres (AUT) à identifier les obstacles qui freinent la participation active des investisseurs non-bancaires au marché des titres publics et à élaborer un plan d’actions pour les intéresser davantage au marché des titres publics de l’UMOA. La zone de l’UMOA ne dispose pas suffisamment d’épargne privée pouvant être mise à contribution à court-terme pour réduire la domination des banques sur le marché des titres publics. Toutefois, une proposition d’actions a été faite pour utiliser plus efficacement l’épargne disponible actuellement et à préparer le marché à l’absorption de l’épargne privée d’autres sources au fur et à mesure qu’elles se développent.

Statistiques de finances publiques

Côte d’Ivoire – Méthodologie du Tableau des Opérations Financières de l’Etat (TOFE)

Le Centre a fourni une assistance technique qui a permis de constater des avancées dans la réalisation des recommandations de la matrice d’actions élaborée lors du séminaire de juillet 2016. En effet, sur le plan administratif, le projet d’arrêté interministériel portant création d’un Comité des Statistiques de Finances Publiques a été soumis

aux Cabinets du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et du Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MBPE) pour validation. S'agissant de l'élaboration des tableaux du cadre d'analyse minimum, Le TOFE de l'administration centrale budgétaire selon le *Manuel de Statistiques de Finances Publiques (MSFP) 2001/2014* a été élaboré avec les données à fin décembre 2016, les projets des tableaux des actifs financiers et passifs et du tableau de la situation de la dette sont disponibles pour l'année 2015, et les états financiers des organismes de protection sociale ont été transposés au format des transactions du cadre analytique du *MSFP 2001/2014*.

Mali – Méthodologie du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) et élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques

Le Mali a fait des progrès dans la réalisation des recommandations de la mission de janvier 2017 par rapport à la production des statistiques de finances publiques, conformément à la directive N°10 de l'UEMOA de 2009 portant TOFE. Ces avancées ont permis de débiter les travaux d'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques aux sous-secteurs de l'administration publique, et de produire des ébauches de table de passage de la sécurité sociale et sur un échantillon des sous-secteurs des collectivités locales et des unités extrabudgétaires.

Niger – Élaboration des tables de passage des opérations des sous-secteurs de l'administration centrale budgétaire et de la sécurité sociale

L'appui fourni par le Centre a contribué à la réorganisation du service en charge de la compilation des statistiques de finances publiques à travers des propositions sur l'organigramme, les définitions des tâches et le profil des agents à recruter pour le renforcement des effectifs. La mission a constaté des avancées dans la réalisation des recommandations de la matrice d'actions élaborée lors de la mission d'août 2016. En effet, le projet d'arrêté instituant le comité en charge de l'élaboration des SFP a été finalisé par l'équipe technique et transmis pour validation au cabinet du Ministre des Finances. En outre, la Direction des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat a débuté le processus de recensement des unités extrabudgétaires.

Sénégal – production des statistiques de finances publiques conformément aux normes de la norme spéciale de diffusion des données (NSDD)

L'assistance technique fournie par le Centre a permis au Sénégal de produire les statistiques consolidées de l'administration publique. En effet, le Sénégal est engagé dans un processus d'adhésion à la norme spéciale de diffusion des données (NSDD) qui requiert le développement, la production et la présentation des statistiques conformément aux normes et standards internationaux. Aussi, la mission a-t-elle permis de finaliser d'une part les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique, et d'autre part de produire la situation consolidée de ladite administration pour les opérations à fin décembre 2015. Ainsi, le Sénégal devient le premier pays de l'Afrique de l'Ouest et le deuxième en Afrique subsaharienne après l'Afrique du Sud, à avoir adhéré à la norme spéciale de diffusion de données NSDD du Fonds monétaire international.

Analyse et prévisions macroéconomiques

Burkina Faso – Amélioration des dispositifs d’analyse et de prévisions macroéconomiques

Le Centre a contribué au renforcement des fonctionnalités de l’Instrument Automatisé de Prévision (IAP). En effet, l’assistance technique fournie a permis d’affiner les modules de projection des branches « autres administrations », « travaux de construction » et « transports » ainsi que les dispositifs de projections des investissements privés. À la demande des Autorités, la mission a animé un Atelier sur les techniques de modélisation quasi-comptable pour l’élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires.

Supervision bancaire

Conseil Régional de l’Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) – Adaptation du cadre réglementaire général édicté par le CREPMF

L’appui technique de l’AFRITAC de l’Ouest a permis d’identifier plusieurs pistes de travail où le Centre sera en mesure d’apporter son assistance aux équipes du CREPMF. Le premier chantier portera sur la refonte des dispositions comptables applicables aux entités supervisées par le CREPMF qui doivent être revues afin de prendre en compte certaines évolutions du cadre comptable régional et mieux refléter l’activité des acteurs du marché.

Mauritanie – Supervision bancaire

L’AFRITAC de l’Ouest a fourni un appui technique qui a principalement consisté, dans le cadre de la refonte des normes de solvabilité et de liquidité, à procéder à des analyses de données très approfondies des banques mauritaniennes en vue de calibrer les futures exigences prudentielles. L’évaluation de l’impact de l’adoption du ratio LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) du comité de Bâle sur une période de plus de quatre années montre que l’adoption du LCR paraît soutenable pour les banques mauritaniennes. Le nouveau ratio, dont certains paramètres doivent cependant être testés avec les banques, devrait permettre de détecter plus précocement certaines évolutions que l’actuelle norme, laquelle a cependant permis d’identifier certaines difficultés au cours de la période récente. La mission a aidé les agents du contrôle sur pièces, avec une formation préalable appropriée, à réaliser l’étude annuelle des comptes de résultats des banques. Un cadre de centralisation et de restitution des conclusions des études a été défini et les analyses réalisées ont été examinées avec les agents et fait l’objet d’une revue de qualité.

Actions de formation

« Enjeux et défis de l’assistance technique dans le domaine de l’analyse et prévisions macroéconomiques dans les pays membres de l’AFRITAC de l’Ouest », Abidjan du 24 au 26 juillet 2017.

Ce séminaire a réuni tous les directeurs généraux de l’économie, de la planification et/ou directeurs de la prévision économique des pays couverts par l’AFRITAC de l’Ouest. Y ont également participé, des représentants d’AFRISTAT, de la Commission de l’UEMOA, de la Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO), de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) et de la coopération allemande.

Les différentes présentations ont suscité des échanges pertinentes sur les bonnes pratiques en matière de cadre institutionnel, d'outils et de ressources humaines dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques, les besoins d'assistance technique et de développement des capacités, les modalités et priorités d'interventions d'AFRITAC de l'Ouest dans le domaine ainsi que les possibilités de synergies et de coordination avec AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et d'autres partenaires techniques et financiers.





« Nouvelles mesures de la contribution des activités financières au Produit Intérieur Brut », Conakry du 18 au 22 septembre 2017.

Ce séminaire a réuni une trentaine de participants des dix pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest et de Banques Centrales (BCEAO, BCRG, BCM) ainsi que les experts d'AFRISTAT et de l'AFRITAC de l'Ouest. Il a permis aux participants de discuter de l'évolution des concepts et définitions sur les activités financières dans le cadre du référentiel international qui est le Système de Comptabilité Nationale, version de 2008 (SCN2008), de proposer les adaptations nécessaires à leur mise en œuvre pour assurer une convergence vers les bonnes pratiques dans la sous-région, et d'examiner leur impact sur la mesure du Produit Intérieur Brut. À terme, les travaux de ce séminaire devraient permettre d'améliorer les statistiques macroéconomiques des pays membres du Centre pour garantir la comparabilité de leurs comptes nationaux et affiner la conduite des politiques publiques ainsi que la surveillance multilatérale.





« Gestion automatisée des risques et sélectivité des contrôles », Abidjan du 18 au 29 septembre 2017

Ce voyage d'études auprès de la Direction générale des douanes ivoiriennes des responsables de la Direction générale des douanes maliennes visait à faciliter l'appropriation par les responsables maliens des enjeux et défis que représente la mise en œuvre de la gestion automatisée des risques pour améliorer la sélectivité des contrôles en douanes. Il leur a permis de s'imprégner de l'expérience ivoirienne, s'agissant notamment, du dispositif d'analyse de risque et du système de sélectivité automatisé des déclarations ; de l'organisation et de la conduite des contrôles de premier niveau basé sur la gestion automatisée du risque et ses impacts sur l'orientation des contrôles après dédouanement et ; du mécanisme de collecte des données contentieuses et d'exploitation des renseignements sur la fraude pour renforcer la gestion automatisée des risques.

« Comptes Nationaux Trimestriels (CNT) », Yaoundé du 14 au 25 août 2017.

Ce voyage d'études a permis aux trois cadres de la Sous-Direction des Comptes Nationaux Trimestriels de l'Institut national de la statistique (INS) de Côte d'Ivoire de s'approprier de l'expérience de l'INS du Cameroun en matière d'élaboration des CNT. Il leur a permis de suivre les différentes étapes du processus d'élaboration des CNT au Cameroun ; de comparer les indicateurs retenus dans les étapes d'étalonnage calage ; d'examiner l'organisation de travail en cours à l'INS du Cameroun notamment en termes d'articulation entre les comptes nationaux trimestriels et les comptes nationaux annuels ; d'analyser le dispositif de validation et de diffusion des CNT au Cameroun et ; de s'informer sur le dispositif mis en place pour préparer la migration des CNT vers le Système de Comptabilité Nationale 2008.

Nouvelles du personnel



M. Bacari Koné est arrivé à l'AFRITAC de l'Ouest en juillet 2017. Il est Conseiller résident en Gestion des dépenses publiques.



M. Nicolas Hiol est arrivé à l'AFRITAC de l'Ouest en juillet 2017. Il est Conseiller résident en Administration fiscale, en charge des pays en situation de fragilité.



Olivier Sanz est arrivé à l'AFRITAC de l'Ouest en juillet 2017. Il est Conseiller résident en Administration fiscale.

Comptes rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du centre à fin Aout 2017

| BENEFICIAIRE | DOMAINE | TITRE |
|---------------|------------------------------------|--|
| GUINEE-BISSAU | Statistiques de finances publiques | Point sur la mise en œuvre des Directives. |
| BENIN | Administration douanière | Suivi du plan stratégique des réformes. |
| BENIN | Administration douanière | Évaluation du projet de Gestion des risques. |
| BURKINA FASO | Administration douanière | Suivi du projet de gestion des risques. |
| GUINEE | Administration douanière | Renforcement de la fonction contrôle après dédouanement. |
| MAURITANIE | Administration douanière | Renforcement des capacités de contrôle après dédouanement. |
| SENEGAL | Administration douanière | Suivi du projet de gestion des risques. |
| TOGO | Administration douanière | Mise en œuvre d'un système de gestion des risques. |
| BURKINA FASO | Administration fiscale | Appui à l'administration des moyennes entreprises. |
| COTE D'IVOIRE | Administration fiscale | Renforcement du contrôle fiscal. |
| GUINEE-BISSAU | Administration fiscale | Renforcement des opérations fiscales. |
| MALI | Administration fiscale | Appui à l'administration des moyennes entreprises. |
| MAURITANIE | Administration fiscale | Renforcement des opérations fiscales. |
| SENEGAL | Administration fiscale | Renforcement des opérations fiscales. |
| TOGO | Administration fiscale | Renforcement des opérations fiscales. |
| COTE D'IVOIRE | Gestion des dépenses publiques | Mise en œuvre des autorisations d'engagement. |
| MAURITANIE | Gestion des dépenses publiques | Renforcement de la comptabilité de l'Etat. |

| | | |
|---------------|--|---|
| MAURITANIE | Gestion des dépenses publiques | Structuration des programmes budgétaires. |
| TOGO | Gestion des dépenses publiques | Documentation des lois de finance. |
| BENIN | Analyse et prévisions macroéconomiques | Révision du modèle de simulation et d'analyse. |
| COTE D'IVOIRE | Analyse et prévisions macroéconomiques | Fonctionnalités du modèle BUDGECO. |
| MALI | Analyse et prévisions macroéconomiques | Mise à jour du modèle macroéconomique. |
| MAURITANIE | Analyse et prévisions macroéconomiques | Dispositifs de prévisions macroéconomiques. |
| GUINEE-BISSAU | Statistiques de finances publiques | Formation en statistiques de finances publiques. |
| MALI | Statistiques de finances publiques | Méthodologie du tableau des opérations financières. |
| COTE D'IVOIRE | Statistiques du secteur réel | Indicateurs de haute fréquence. |
| GUINEE | Statistiques du secteur réel | Préparation du cadre de la nouvelle année de base. |
| MALI | Statistiques du secteur réel | Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux. |

Activités à venir

Les principales activités prévues pour le troisième trimestre de l'année fiscale 2017-18 sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

| Administration douanière | | |
|---------------------------------|------------------------------------|---------------------|
| Missions d'assistance technique | | |
| Bénéficiaire | Thème | Date |
| Bénin | Contrôle après dédouanement | 13-24 novembre 2017 |
| Burkina Faso | Suivi et contrôle des exonérations | 13-17 novembre 2017 |
| Guinée | Transit douanier | 16-27 octobre 2017 |
| Guinée-Bissau | Valeur en douane | 16-27 octobre 2017 |
| Mali | Gestion automatisée du risque | 13-17 novembre 2017 |
| Mauritanie | Valeur en douane | 9-20 octobre 2017 |

| | | |
|--|---|------------------------------|
| Sénégal | Suivi et contrôle des exonérations | 16-27 octobre 2017 |
| Sénégal | Suivi des recommandations de la mission du département des finances publiques du FMI | 4-8 décembre 2017 |
| Togo | Gestion automatisée du risque | 6-10 novembre 2017 |
| Séminaire régional | | |
| Pays | Thème | Date |
| Guinée | Le contrôle des produits pétroliers | 6-10 novembre 2017 |
| Administration fiscale | | |
| Missions d'assistance technique | | |
| Bénéficiaire | Thème | Date |
| Bénin | Renforcement des services de recherche | 16-27 octobre 2017 |
| Mali | Poursuite du renforcement des entreprises moyennes | 20 novembre-01 décembre 2017 |
| Bénin | Renforcement de l'immatriculation des contribuables | 11-22 décembre 2017 |
| Gestion des dépenses publiques | | |
| Missions d'assistance technique | | |
| Bénéficiaire | Thème | Date |
| Guinée | Renforcement des documents de programmation des dépenses (CBMT, CDMT) | 20-30 novembre 2017 |
| Niger | Revue qualité des Documents de Programmation Pluriannuel des Dépenses en cours d'élaboration | 27 novembre -8 décembre 2017 |
| Côte d'Ivoire | Appui au paramétrage du SI ASTER de tenue de la comptabilité générale de l'Etat | 13-24 novembre 2017 |
| Côte d'Ivoire | Budgétisation et exécution des investissements publics en AE/CP, en appui à la mise en œuvre des recommandations PIMA | 28 novembre-8 décembre 2017 |
| Bénin | Mise en œuvre des AE/CP | 3-17 octobre 2017 |
| Guinée-Bissau | Atelier de formation sur l'évaluation de coût et risques liés au portefeuille de la dette publique | 23 octobre-3 novembre 2017 |
| Mali | Appui à l'amélioration du cadre juridique et technique de la comptabilité en droits constatés et patrimoniales | 23 octobre -3 novembre 2017 |
| Mali | Appui à l'exécution du budget en mode programme | 7-17 novembre 2017 |
| Mauritanie | Poursuite de la structuration des programmes budgétaires des ministères | 20-30 novembre 2017 |
| Côte d'Ivoire | | |
| Sénégal | Appui à l'élaboration de la cartographie des processus comptables | 2-13 octobre 2017 |
| Togo | Appui à la préparation du plan de trésorerie | 16-27 octobre 2017 |
| Statistiques du secteur réel | | |
| Missions d'assistance technique | | |
| Bénéficiaire | Thème | Date |
| Burkina Faso | Mise en place de l'année de base 2014 – Appui à l'élaboration du compte des sociétés financières | 11-22 décembre 2017 |
| Côte d'Ivoire | Appui à la diffusion des Comptes nationaux trimestriels | 2-10 octobre 2017 |
| Mali | Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels | 4 -15 décembre 2017 |
| Guinée-Bissau | Formation ERETES et élaboration des comptes nationaux annuels 2014 (définitifs) et 2015 (provisoires) | 4-15 décembre 2017 |

| | | |
|--|---|---------------------------------|
| Bénin | Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels (CNT) | 6-17 novembre 2017 |
| Mauritanie | Mise en place des comptes nationaux annuels provisoires | 25 septembre-6 octobre 2017 |
| Guinée | Préparation des Comptes nationaux 2014-2015 | 16-27 octobre 2017 |
| Niger | Élaboration des Comptes nationaux annuels 2014 | 2-13 octobre 2017 |
| Togo | Élaboration des comptes nationaux annuels 2013 | 4-15 décembre 2017 |
| Gestion de la dette et développement des marchés financiers | | |
| Missions d'assistance technique | | |
| Bénéficiaire | Thème | Date |
| | | |
| Bénin | Renforcement de la mise en œuvre du plan d'émission de titres publics | 20 1 décembre 2017 |
| Guinée | Renforcement des modalités d'émission de titres publics | 2-6 octobre 2017 |
| Guinée Bissau | Formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette publique | 23 octobre -3 novembre |
| | | |
| Supervision bancaire | | |
| Missions d'assistance technique | | |
| Bénéficiaire | Bénéficiaire | Bénéficiaire |
| SGCBU | Supervision sur base consolidée | 9-20 octobre 2017 |
| Mauritanie | BCM : Mise en œuvre Bâle II | 6-16 novembre 2017 |
| Guinée | BCRG : Reporting et plan comptable | 4-15 décembre 2017 |
| Analyse et prévisions macroéconomiques | | |
| Missions d'assistance technique | | |
| Bénéficiaire | Thème | Date |
| Benin | Redynamisation du dispositif institutionnel et approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques | 27 novembre au 08 décembre 2017 |
| Côte d'Ivoire | Atelier national sur les techniques d'enquêtes conjoncturelles | 13-17 novembre 2017 |
| Guinée | Renforcement du dispositif institutionnel et approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques | 16 octobre-3 novembre 2017 |
| Mali | Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques | 6-17 novembre 2017 |
| Togo | Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de ARITAC de l'Ouest en collaboration avec AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA, la BCEAO et la CEA-SR | 20 – 24 novembre 2017 |
| Statistiques de finances publiques | | |
| Missions d'assistance technique | | |
| Bénéficiaire | Thème | Date |
| Burkina Faso | Affinement du TOFE, des situations de trésorerie et de la dette ; élaboration des statistiques de la sécurité sociale conformément au MSFP 2001/14 | 24 octobre-3 novembre 2017 |
| Mauritanie | Finalisation du TOFE de l'administration centrale budgétaire base MSFP 2001 et de la sécurité sociale ainsi que du tableau des actifs financiers et des passifs | 11-22 décembre 2017 |
| Sénégal | | |
| Guinée | Finalisation du TOFE de l'administration centrale budgétaire base MSFP 2001 et de la sécurité sociale | 3-13 octobre 2017 |